



CCI CHARENTE
ACTION

Crise covid 19

Impact de l'épidémie du Covid 19 dans les entreprises charentaises

Accélérez votre reprise

*Interrogations régulières des dirigeants
Enquête n°4 – Période du 5 au 11 Mai 2020*

Enquête CCI Charente

L'action de la CCI Charente

Face à la diffusion de l'épidémie de coronavirus-Covid 19 sur le territoire et à ses conséquences économiques et organisationnelles, les **Chambres de Commerce et d'Industrie** se mobilisent pour **informer, identifier et accompagner les entreprises** en difficulté.

Elles travaillent aux côtés de l'Etat, au sein de la cellule de continuité économique, au niveau national, et de ses services dans les territoires, pour atténuer les effets de l'épidémie sur l'activité économique des PME et des TPE.

La CCI Charente, a mené à l'instar des CCI de Nouvelle-Aquitaine, une nouvelle enquête auprès de ses ressortissants du 5 au 10 mai 2020 afin de remonter aux autorités compétentes, les informations sur la situation des entreprises, identifier les freins à la reprise d'activité

Cette synthèse expose les principaux enseignements de cette enquête.

Nous remercions donc les 489 dirigeants qui ont apporté un témoignage.

Cette nouvelle enquête en ligne vise à :

- Apprécier l'impact de l'épidémie du Covid19 sur l'activité des entreprises du territoire dans le temps, (il s'agit de la 4^{ème} enquête menée par la CCI Charente depuis le 10 mars 2020)
- Connaître la nature des principales aides, des principaux accompagnements qu'elles ont sollicités,
- Apprécier auprès des dirigeants l'utilité des aides publiques pour poursuivre et/ou redémarrer leur activité,
- Observer les pratiques engagées, mises en place par les dirigeants pour poursuivre et/ou redémarrer leur activité,
- Repérer les éventuels freins à la reprise,
- Identifier les principaux en matière d'accompagnement,

**! Cette enquête est une enquête déclarative.
L'observation réalisée repose donc sur les informations renseignées par les dirigeants.**

Nous remercions également les différents acteurs économiques qui ont accepté de relayer ce questionnaire à leurs membres, adhérents, entreprises,...

Contenu de la synthèse

Situation et pratiques des entreprises enquêtées :

- . Profil du panel,
- . Situation des entreprises au regard de l'ouverture,
- . Eligibilité aux aides publiques, Aides demandées et acceptées
- . Relations avec les banques,
- . Commandes en Equipements de Protections Individuelles,

Impacts de la crise liée au Covid 19 sur les entreprises

- . Impacts à l'import/export, sur l'emploi, sur la cessation définitive d'activité

Freins à la reprise ou poursuite d'activité

- . Freins financiers, freins logistiques, freins RH, freins sécurité et autres freins

Les besoins en accompagnement

- . Besoins à court terme en accompagnements, conseils , besoins d'aide à l'embauche, autres besoins

Ce que l'on peut retenir de cette 4^{ème} consultation auprès des dirigeants charentais (1/2)

. 489 dirigeants ont participé à l'enquête,

. Confirmation d'une situation difficile pour les entreprises locales. Une entreprise sur deux du panel reste concernée par une fermeture administrative au moment de l'enquête. La situation est plus marquée pour l'Hôtellerie-Restauration et le Commerce de détail non alimentaire qui au moment de l'enquête (semaine précédent le déconfinement) sont massivement fermés.

. 69 % des dirigeants déclarent que leur entreprise est éligible à au moins une aide publique. 17 % des dirigeants du panel ignorent s'ils peuvent en bénéficier ou non. Pour les entreprises non éligibles, le niveau du chiffre d'affaire supérieur au seuil fixé pour l'obtenir est le principal critère exprimé.

. Le dispositif d'activité partielle et le Fonds de solidarité sont les aides les plus demandées. 75 % des aides demandées sont acceptées au moment de l'enquête. 8 % ont été refusées.

. Ces aides sont majoritairement jugées utiles pour poursuivre et/ou redémarrer l'activité,

. Les demandes de PGE et plus encore la demande de report de crédits bancaires sont massivement acceptées lorsqu'elles sont demandées,

. 56 % des entreprises ont commandé des équipements de protections individuelles. 10 % des dirigeants ne savent pas où s'en procurer. Ils ont commandé en premier lieu des masques et du gel hydroalcoolique. Elles ont privilégié le plus fréquemment le recours à un prestataire spécialisé. Une grande partie des commandes reste en attente.

L'enquête

Ce que l'on peut retenir de cette 4^{ème} consultation auprès des dirigeants charentais (2/2)

. La situation sur l'emploi commence à se tendre. Les intentions d'engager des mesures sociales progressent avec l'avancée de la crise et ce de manière plus visible dès que l'établissement comprend 5 salariés ou +,

. L'enquête confirme les difficultés à l'import/export déjà visibles dès le mois mars,

. Sans certitude que cette décision soit liée directement au Covid, 5 % des dirigeants du panel envisagent la cessation directe d'activité. Pour la plupart, ils la projettent en 2020.

. **Différents freins à la reprise sont exprimés. Il s'agit à la fois de freins macro que micro-économiques.**

Ainsi, les dirigeants recherchent massivement des équipements de protections individuelles, indiquent que la situation de leur trésorerie est un frein financier manifeste pour repartir/poursuivre l'activité. D'autre part, ils s'inquiètent de la baisse de la demande intérieure et des impacts de nouveaux comportements d'achats.

. Différents besoins d'accompagnement à court terme. Les 5 besoins les plus cités sont :

- 1/ Besoins en équipements de protections individuelles,
- 2/ Besoin de financements,
- 3/ Recherche d'informations juridiques/réglementaires,
- 4/ Besoin pour réorganiser l'entreprise,
- 5/ Besoin de sourcer son approvisionnement local

Les secteurs du commerce (30 % du panel) et des services (30 %) sont les plus représentés au sein du panel. Dans une moindre mesure, 16 % des établissements du panel appartiennent au secteur de l'Hôtellerie-Restauration.

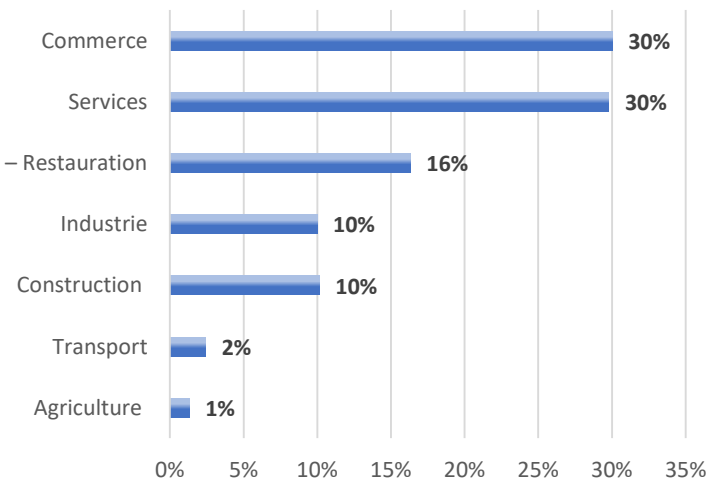
L'industrie comme la construction représente l'un comme l'autre 10 % du panel.

Peu d'entreprises du transport et de l'agriculture figurent dans ce panel. Ces secteurs seront par conséquent peu étudiés dans les approches quantitatives compte tenu d'un contingent d'établissements modeste.

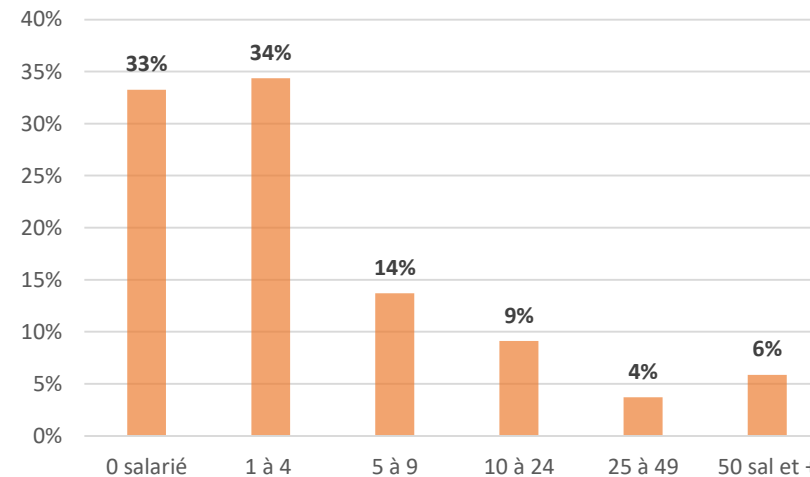
81 % des établissements du panel accueillent moins de 10 salariés. 1 tiers des réponses concerne des établissements sans salarié.

Près des 2/3 des établissements du panel sont implantés dans l'une des 2 Communautés d'Agglomération du département.

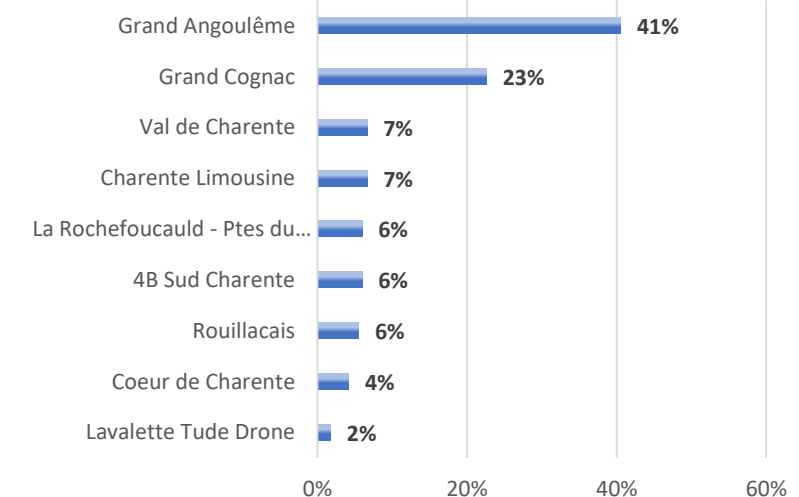
Répartition selon le secteur d'activité (451 réponses)



Répartition selon l'effectif (460 réponses)



Répartition selon l'intercommunalité (451 réponses)





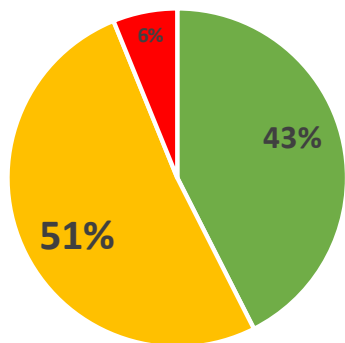
Situation des entreprises

1 établissement sur 2 du panel est concerné par une fermeture administrative au moment de l'enquête

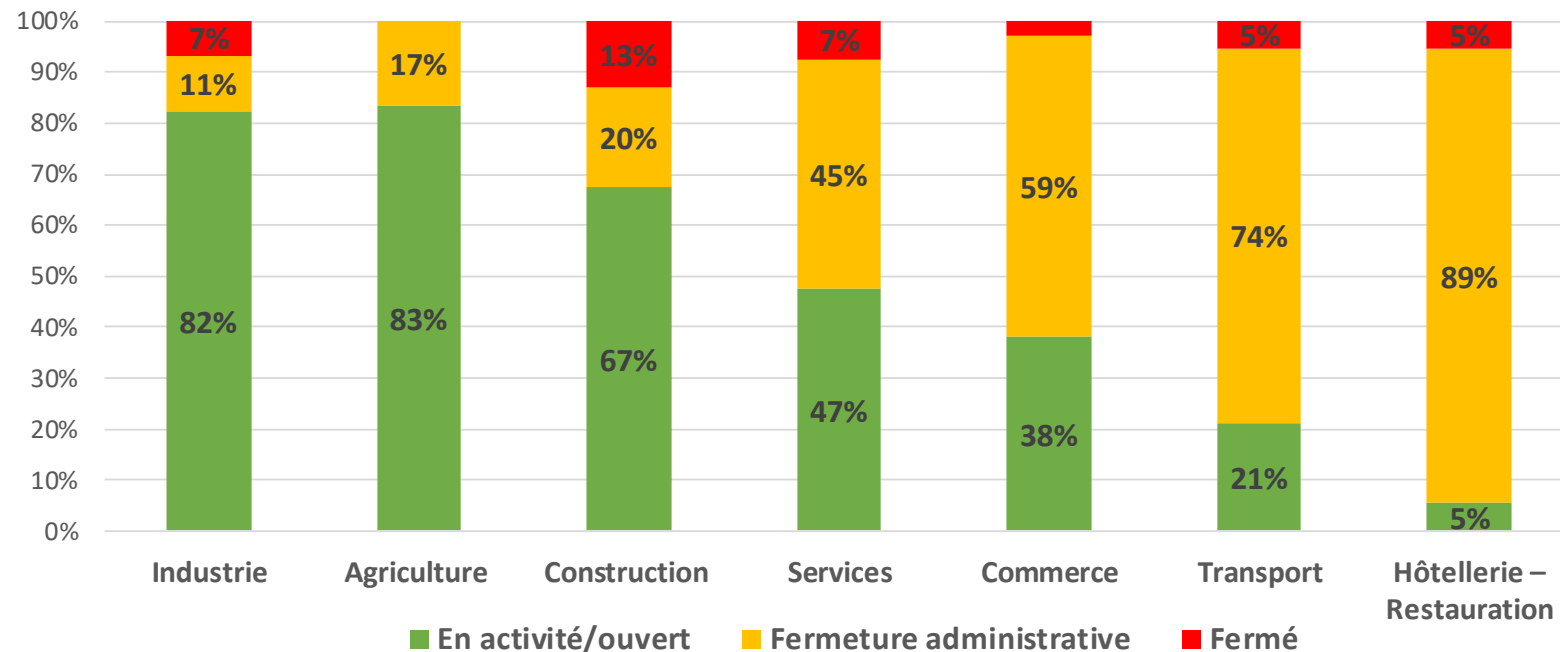
Hôtellerie-Restauration, Commerce de détail non alimentaire et services liés au tourisme demeurent les secteurs les plus concernés par une fermeture administrative

Situation de l'établissement à la date de l'enquête

- En activité/ouvert
- Fermeture administrative
- Fermé



Situation de l'entreprise au moment de l'enquête





Situation des entreprises

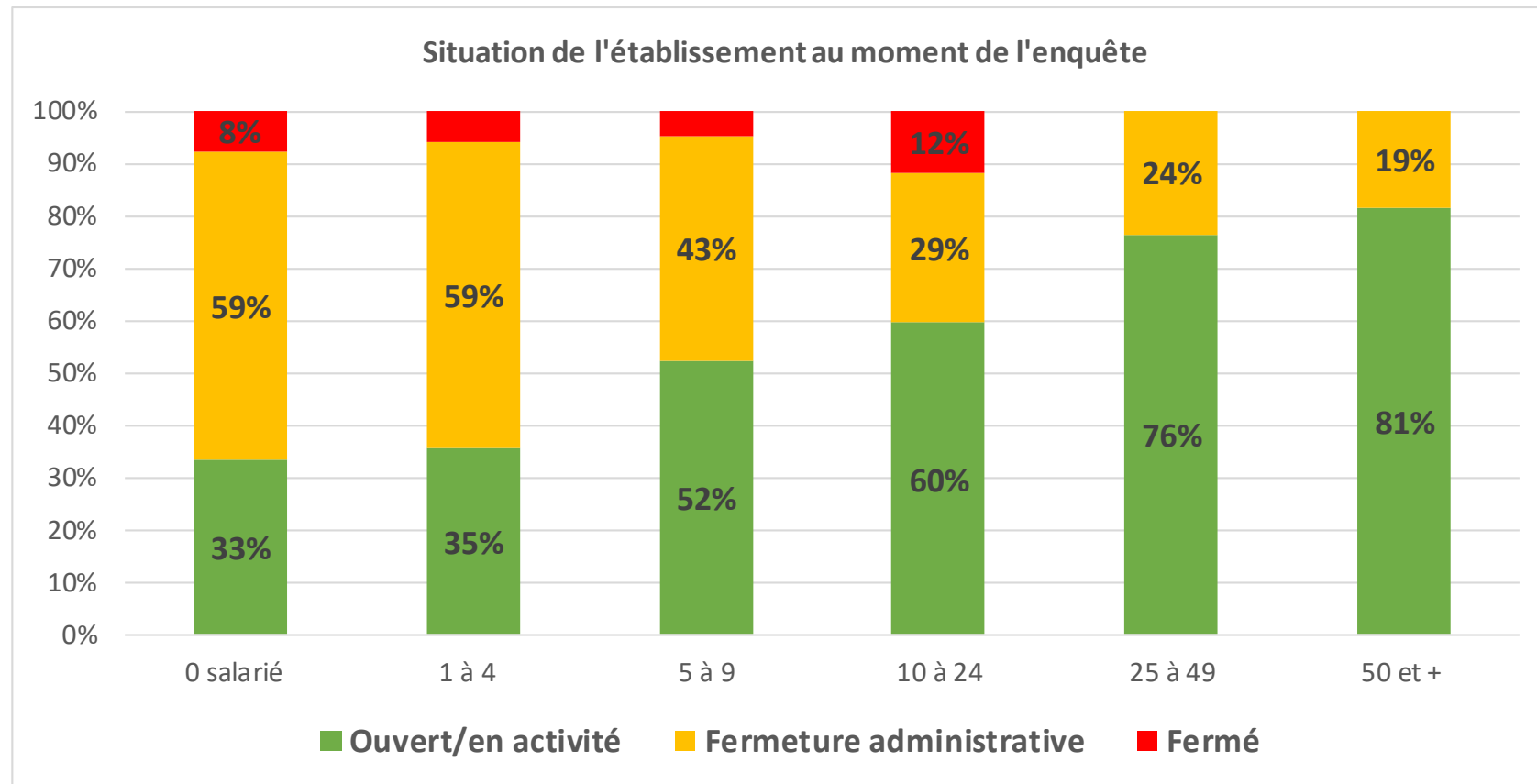
La corrélation entre l'effectif de l'établissement et sa situation au regard de l'ouverture à nouveau confirmée par cette enquête

Un établissement sur 2 du panel est concerné par une fermeture administrative (51 %). Cette proportion est plus importante encore dans l'hôtellerie-restauration, le commerce (commerce de détail non alimentaire en particulier).

A l'inverse, dans l'industrie et la construction, les établissements sont massivement en activité.

L'analyse réalisée cette fois selon la taille de l'établissement montre globalement qu'il est plus fréquemment en activité lorsque l'effectif est conséquent.

59 % des établissements du panel de 0 ou 1 à 4 salariés sont concernés par une fermeture administrative.



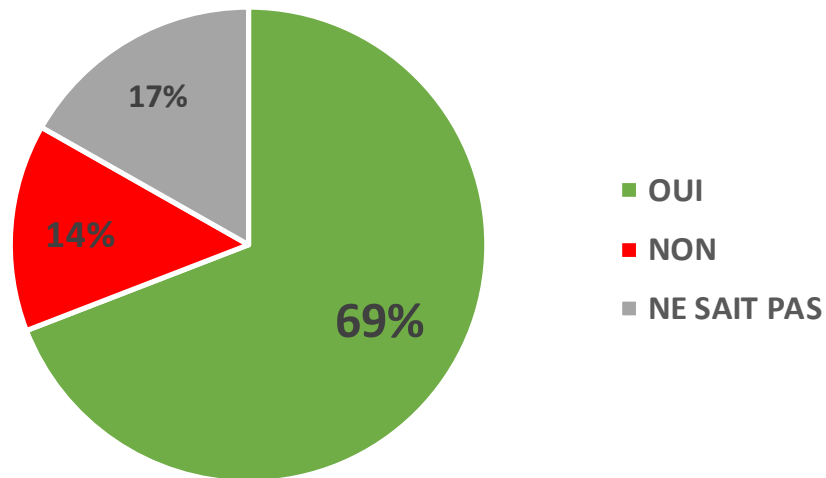


Eligibilité aux aides publiques

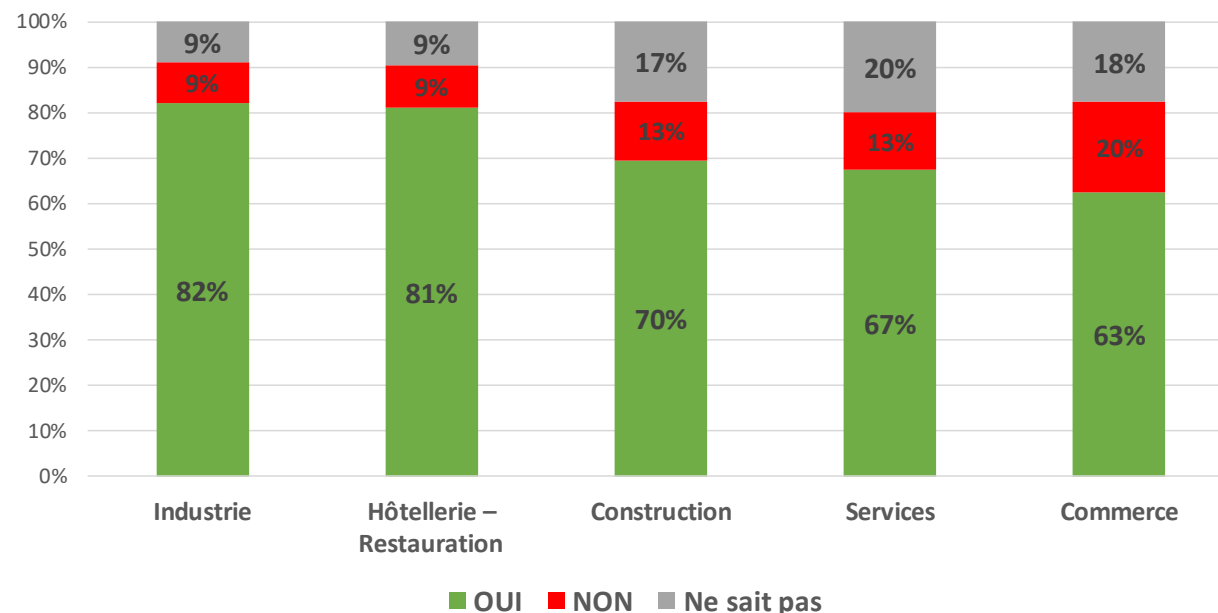
Une nette majorité de dirigeants (69 %) déclare que leur entreprise est éligible aux aides publiques, Une possibilité davantage connue dans les secteurs de l'industrie (82 %) et de l'Hôtellerie-Restaurant (81 %).

17 % des dirigeants ne savent pas s'ils peuvent en bénéficier. Une proportion plus élevée dans les services (20%) et le commerce (18 %) (commerce de détail alimentaire en particulier)

Votre entreprise est-elle éligible à une aide des pouvoirs publics ?



Votre entreprise est-elle éligible à une aide des pouvoirs publics ?



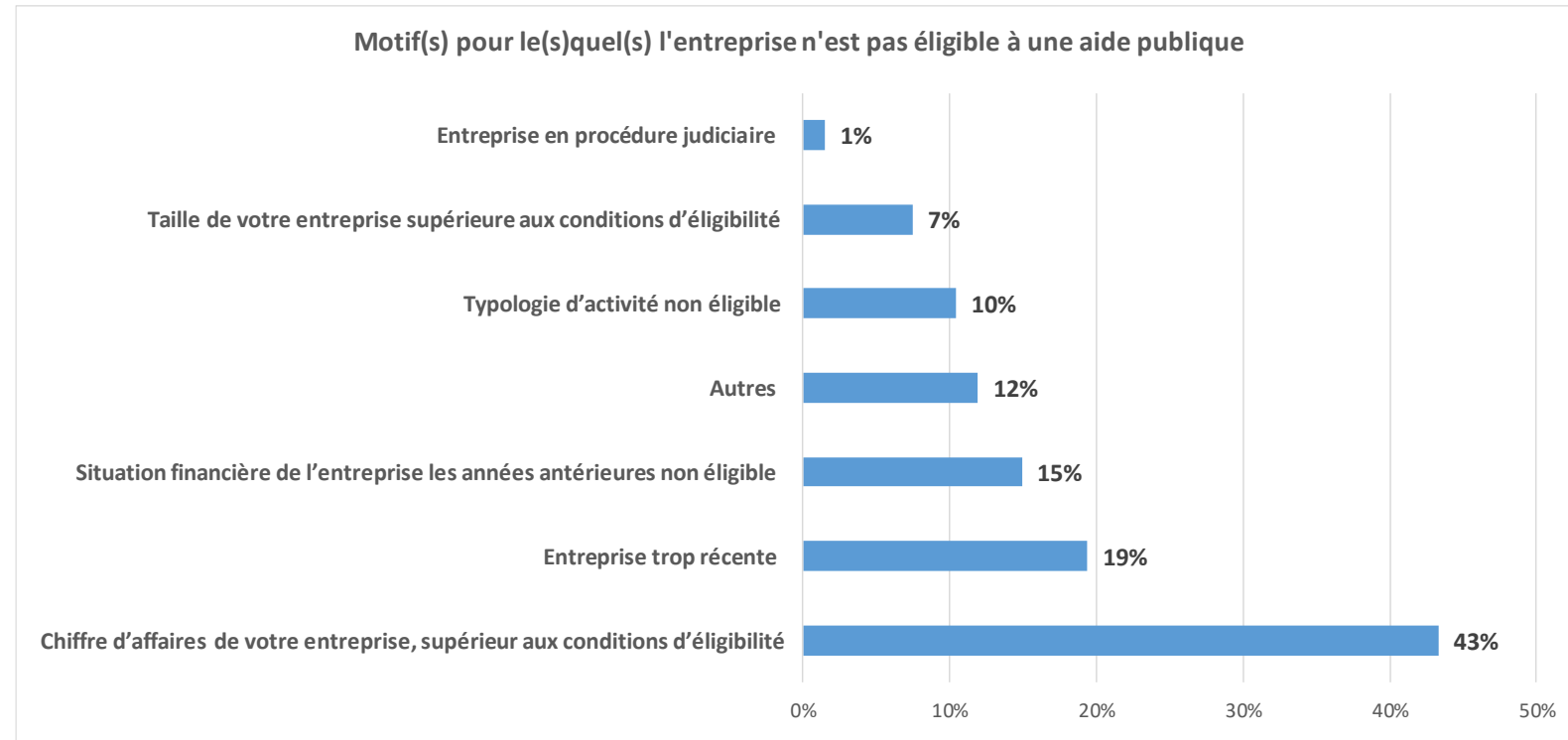
Critères de non éligibilité aux aides publiques

Le niveau de chiffre d'affaires, la « jeunesse » de l'entreprise et la situation financière des entreprises les années antérieures sont les 3 principaux critères qui justifient la non éligibilité aux aides publiques pour les entreprises de ce panel.

14 % des entreprises du panel déclarent ne pas être éligibles à au moins une aide publique.

Parmi les critères cités, le niveau du chiffre d'affaires supérieur au seuil défini est celui qui est le plus fréquemment exprimé (43 %).

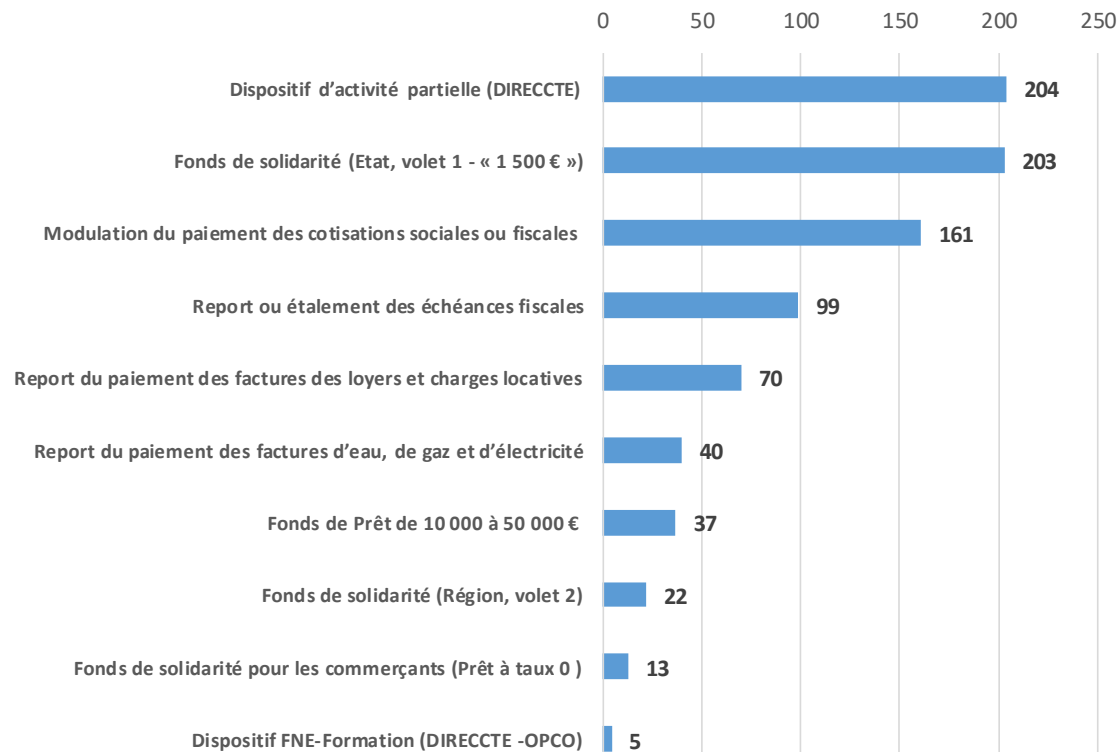
Dans une moindre mesure, l'entreprise est trop récente pour bénéficier de l'aide (19 %) et la situation financière antérieure des entreprises (15 %).



Aides demandées et acceptées

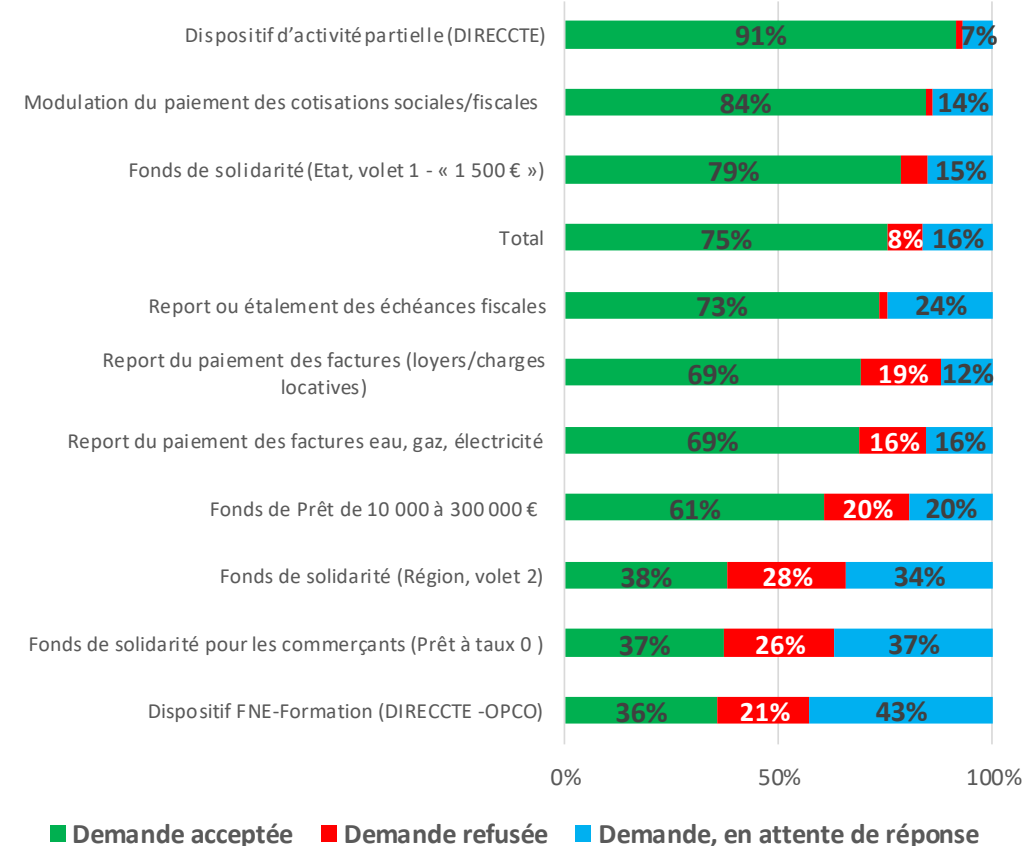
Le dispositif d'activité partielle et le Fonds de solidarité sont les aides les plus demandées par les dirigeants de ce panel. 75 % des demandes sont acceptées, 16 % en attente de réponse. A la date de l'enquête, les demandes de dispositif d'activité partielle (91%) et de modulation du paiement des cotisations sociales/fiscales (84%) sont celles qui ont été (en proportion) les plus acceptées.

Aides demandées par les dirigeants (situation mai 2020)



Source : Enquête CCI Charente

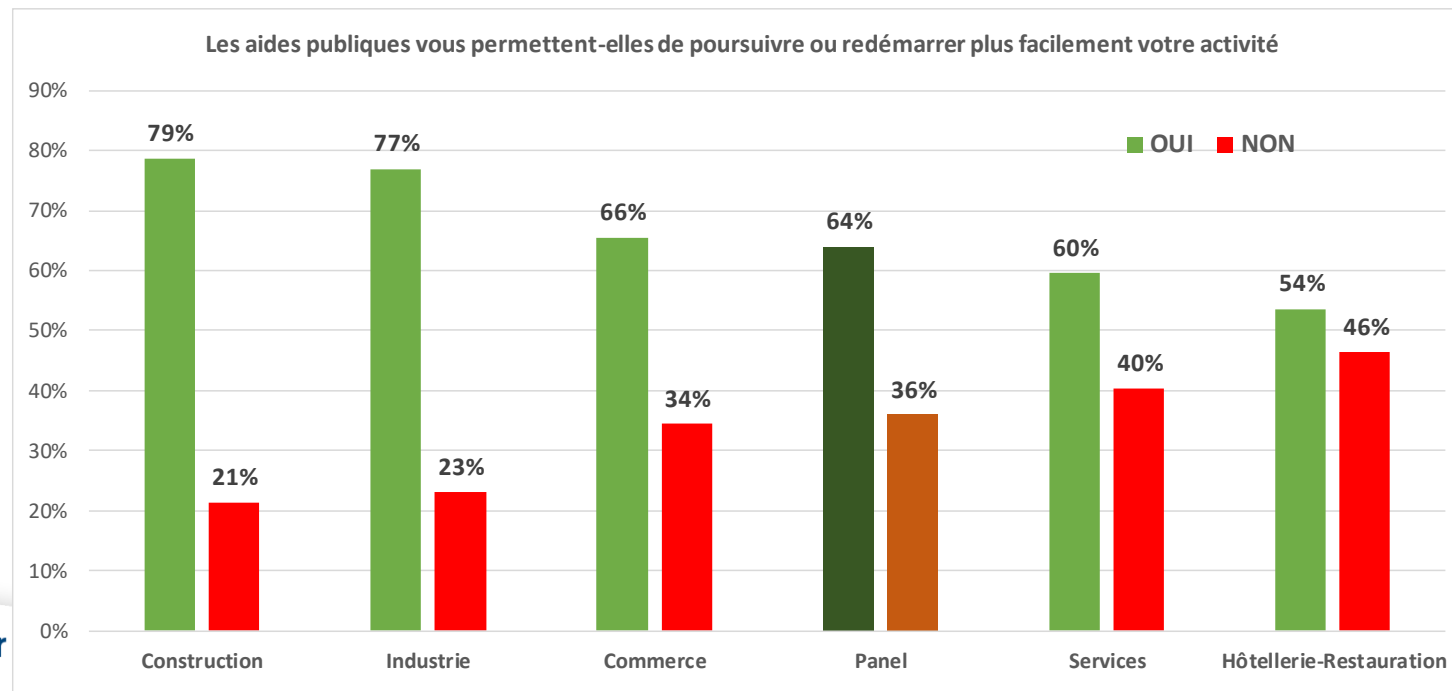
Décision sur les aides demandées par les dirigeants



■ Demande acceptée ■ Demande refusée ■ Demande, en attente de réponse

Des aides publiques jugées massivement utiles pour poursuivre ou redémarrer l'activité

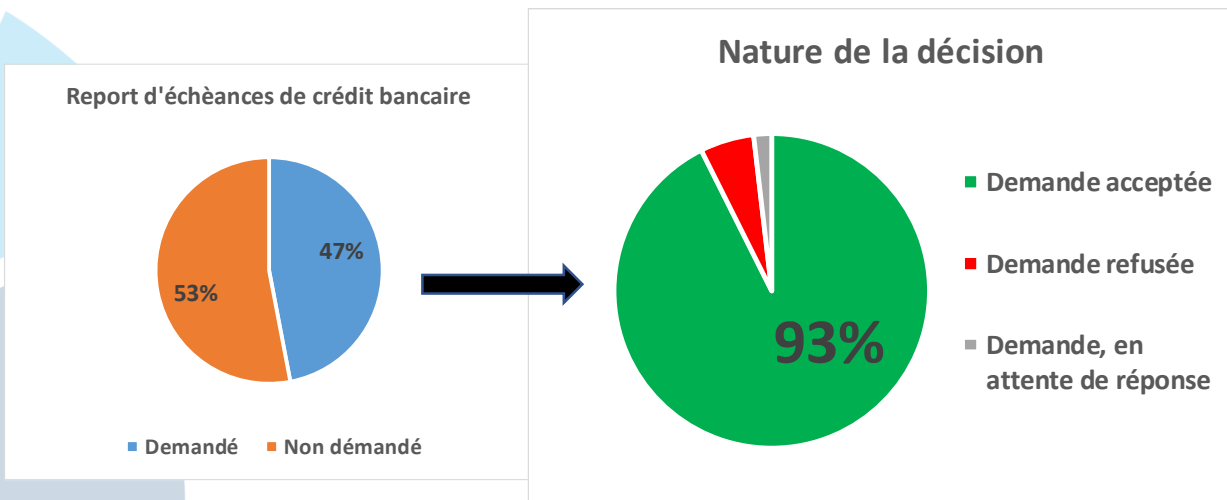
64 % des dirigeants déclarent que les aides publiques sont utiles pour poursuivre ou redémarrer l'activité. Cette proportion est la plus élevée parmi les secteurs de l'industrie et du BTP. Elle est également très forte pour les établissements de 10 à 49 salariés. Ce sentiment est plus partagé dans le secteur du CHR et celui des services aux particuliers.





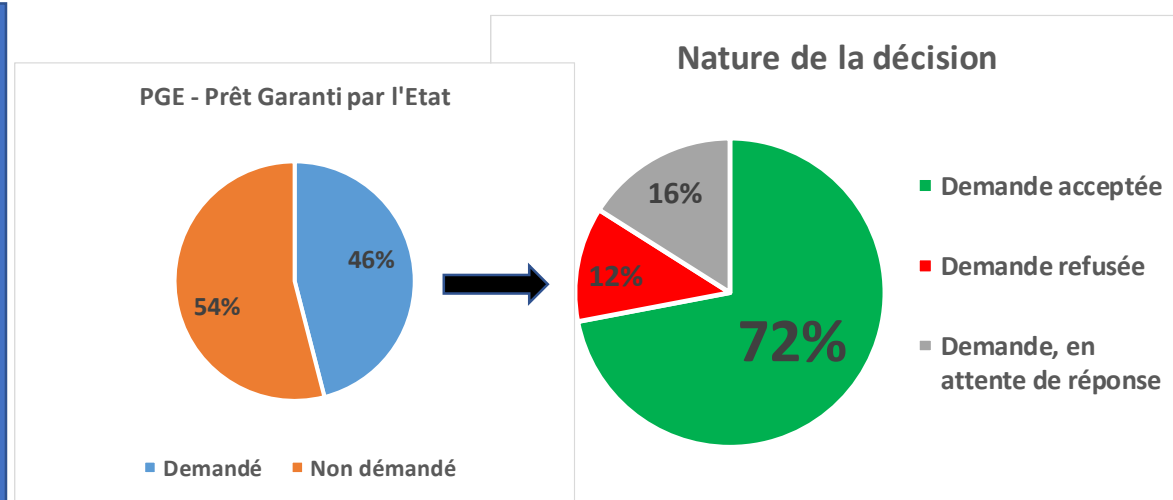
Les relations avec les banques

Les demandes de PGE et plus encore de report de crédits bancaires massivement acceptées lorsqu'elles sont sollicitées



47 % des entreprises du panel ont formulé une demande de report d'échéances de crédit bancaire.

93 % de ces demandes ont été acceptées et 6 % ont été refusées.



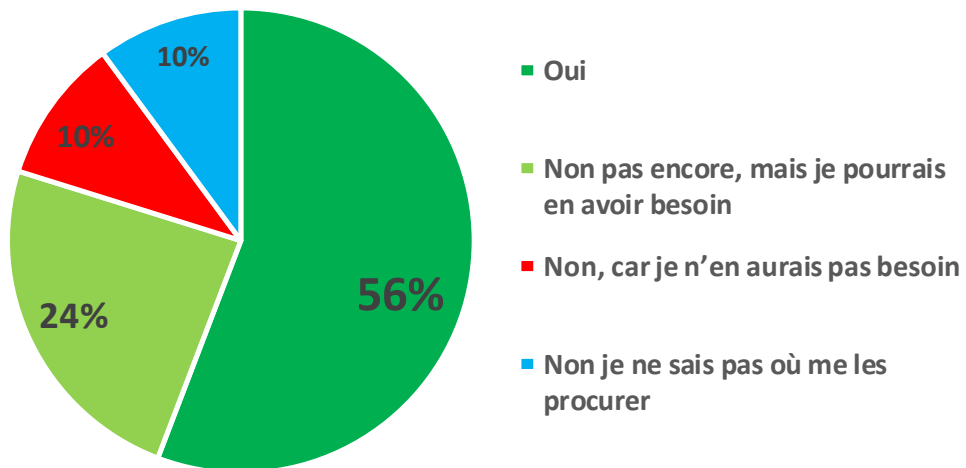
46 % des entreprises du panel ont formulé une demande de report d'échéances de crédit bancaire.

72 % de ces demandes ont été acceptées et 12 % ont été refusées.

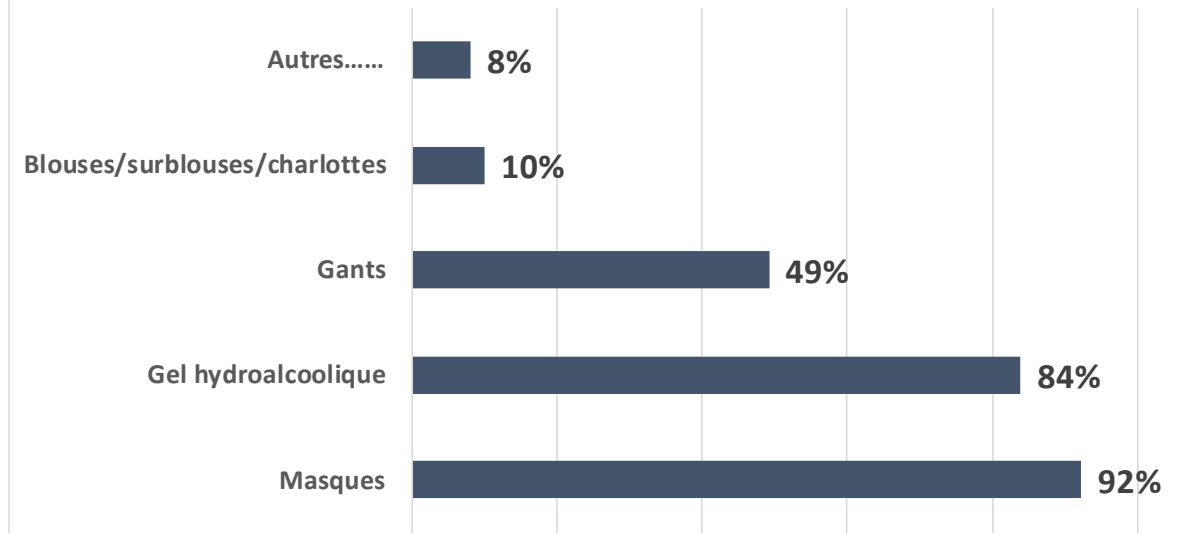
Commande en EPI (Equipements de Protections Individuelles)

56 % des dirigeants en ont commandés
Masques et gel hydroalcoolique sont les équipements les plus commandés.

Avez-vous commandé des EPI pour la reprise de votre activité ?



Quel(s) EPI avez vous commandé ?



56 % des dirigeants déclarent avoir commandé des EPI.
Ceux qui n'en ont pas commandés, se répartissent ainsi :
24 % n'en n'ont pas commandé mais pourraient en avoir besoin,
10 % n'en n'ont pas besoin,
10 % ne savent pas où s'en procurer

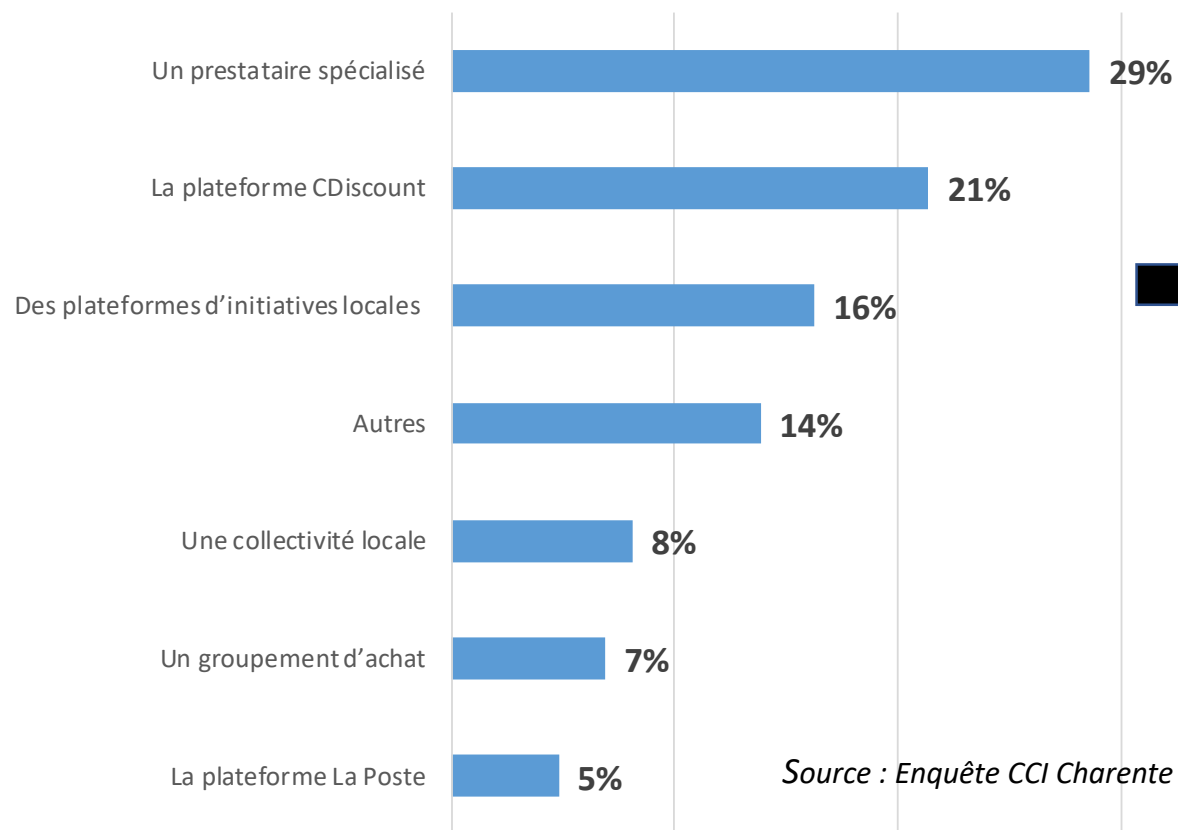
Les commandes de masques et gel sont généralisés.
Les commandes de gants sont surreprésentées dans la construction, le commerce de détail (alimentaire comme non alimentaire).
Les commandes de blouses, surblouses sont surreprésentées dans l'industrie agro-alimentaire.
Dans le commerce, on commande et recherche des visières.



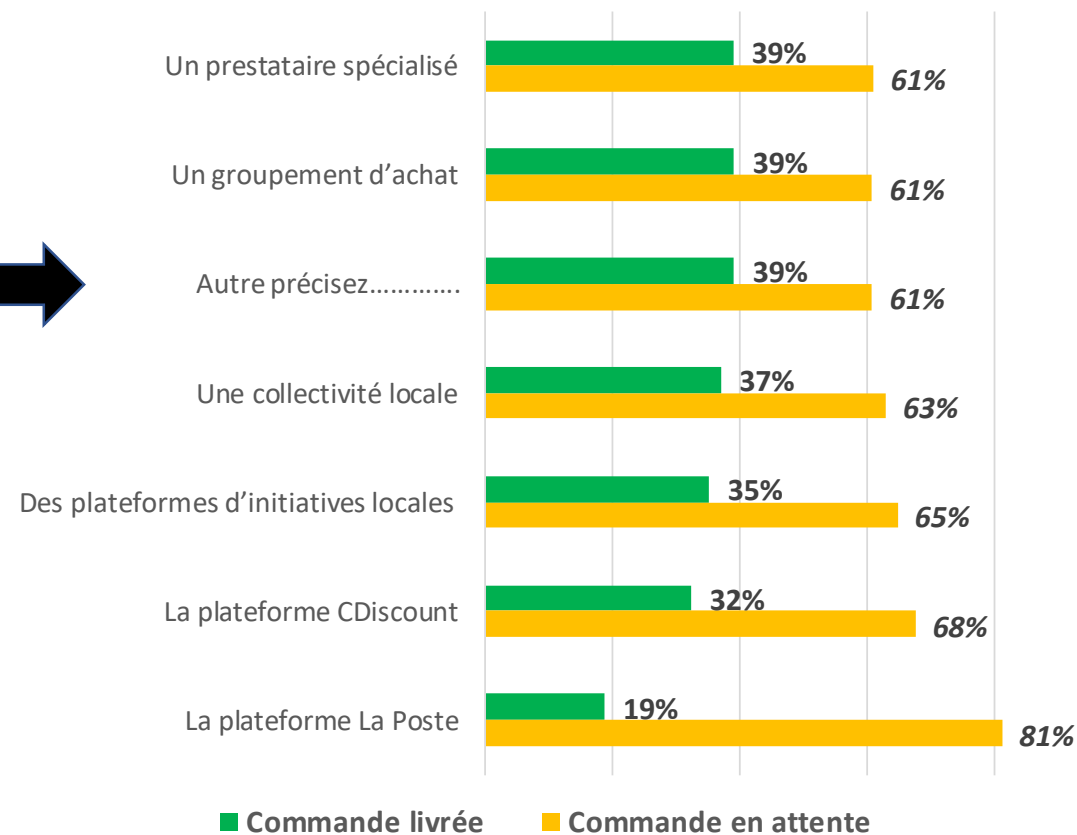
Commandes de masques

29 % des dirigeants ont opté pour une commande de masques en privilégiant un prestataire spécialisé

Comment avez-vous commandé vos masques ?



Etat d'avancement de la commande de masques





Impacts à l'import/export

Les difficultés se confirment dans le temps

Les aides aux exportateurs manifestement peu connues

Des difficultés à exporter comme à importer sont fortement exprimées par les entreprises ayant une activité à l'international du panel.

Les difficultés à exporter sont manifestes également. On notera qu'une minorité ont sollicité des aides aux exportateurs mises en place par le Gouvernement souvent parce qu'elles ignorent leur existence et/ou contenu

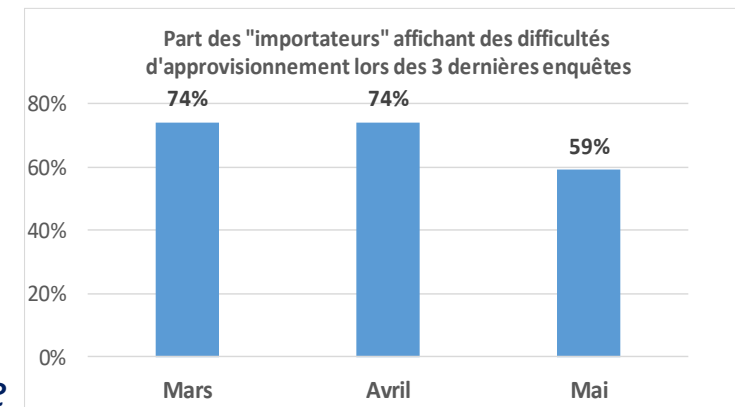
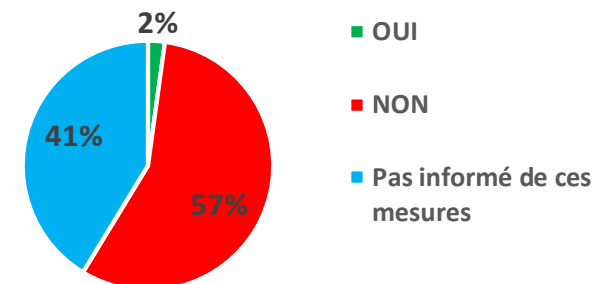
L'interrogation des dirigeants dans le temps montre que les difficultés à importer se sont d'une part rapidement manifestées et d'autre part restent importantes dans le temps.

10 % des dirigeants du panel indiquent qu'ils sont exportateurs

15 % des dirigeants du panel indiquent qu'ils sont importateurs.

Et 59 % d'entre eux déclarent avoir des difficultés à importer au moment de l'enquête

Avez-vous mobilisé les mesures de soutien aux exportateurs mises en place par le Gouvernement ?



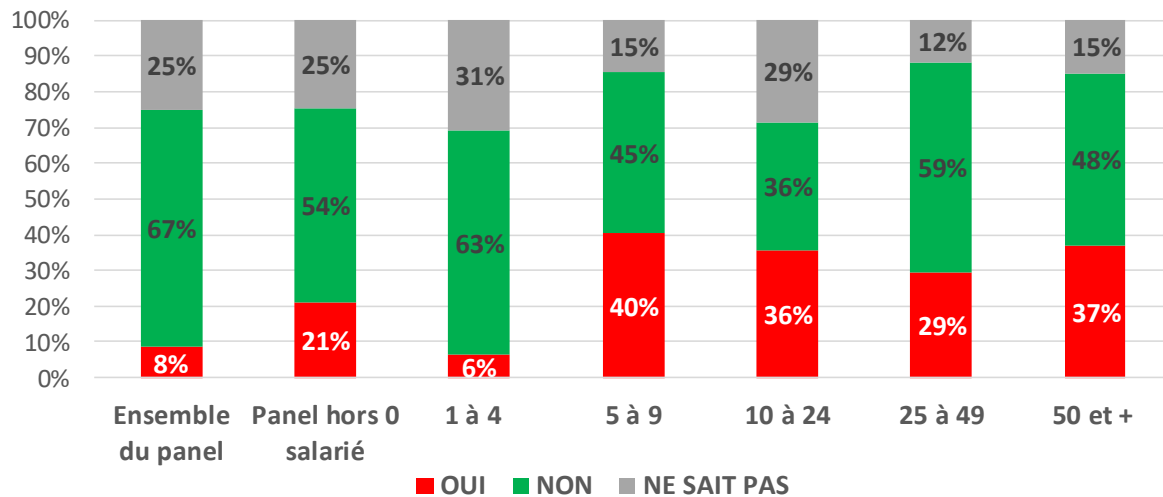
Impacts sur l'emploi

Les intentions d'engager des mesures sociales progressent avec l'avancée de la crise.

Elle devient significative dans les établissements qui accueillent 5 salariés et +

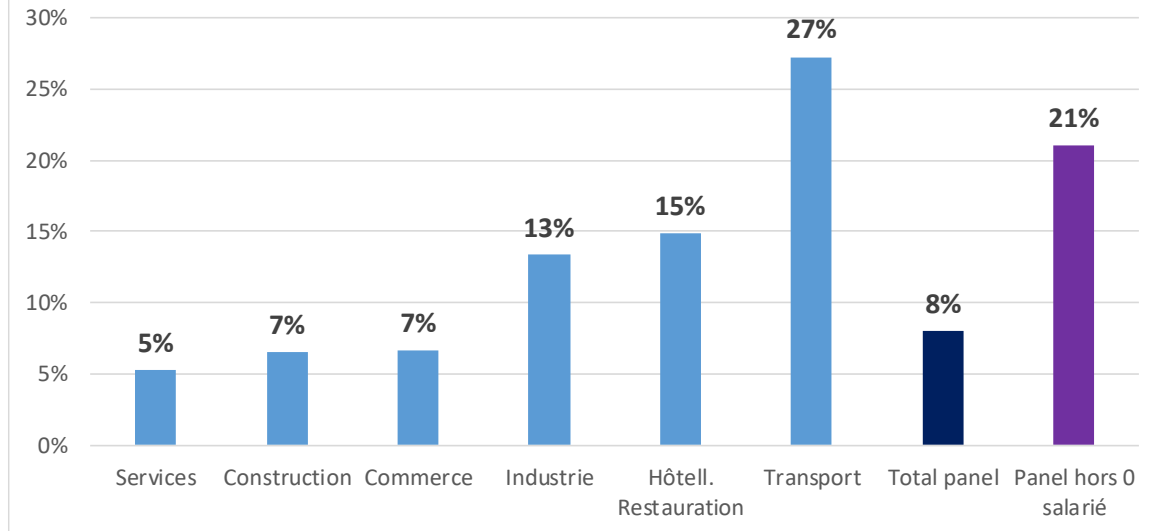
Les dirigeants des secteurs du transport, de l'hôtellerie-restauration, de l'industrie hors agroalimentaire et Autres commerce (commerce de gros notamment) sont ceux qui l'évoquent le plus

Envisagez-vous des mesures sociales ?
(selon l'effectif de l'établissement)



L'impact de l'épidémie sur l'emploi tend à s'affirmer avec sa durée : 8 % des dirigeants du panel envisagent des mesures sociales, une proportion qui atteint 21 % lorsque l'on prend les établissements ayant au moins un salarié. Ces intentions sont plus fréquemment exprimées encore dès que l'effectif de l'établissement est supérieur à 5 salariés.

Envisagez-vous des mesures sociales ?
(secteur d'activité)



L'engagement de mesures sociales sont plus fréquemment exprimées dans le transport (! Peu d'entreprises du secteur dans ce panel), l'hôtellerie-restauration et l'industrie.



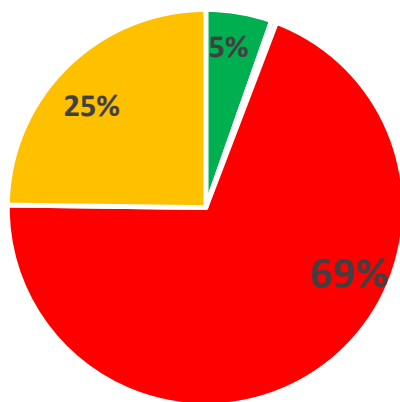
Cessation définitive d'activité

Pour 5 % des dirigeants du panel, la cessation d'activité est envisagée ou engagée.

La plupart d'entre eux la prévoit en 2020.

25 % d'entre eux dirigent un commerce de détail non alimentaire

Envisagez-vous la cessation définitive de votre activité ?



- Oui, je l'envisage
- Oui, démarche en cours
- Non
- Ne sait pas

A quelle échéance cette fermeture pourrait-elle se produire ?

Mai	Juin	Juillet	Aôut	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Horizon inconnu
8 %	19 % d'ici septembre 2020			62 % d'ici fin 2020				12 %

A quelle procédure pensez-vous ?

- . Etat de cessation des paiements (Redressement, liquidation) : 32 %
- . Absence de cessation des paiements (mandat ad hoc, conciliation, sauvegarde) : 5 %
- . Ne sait pas : 63 %



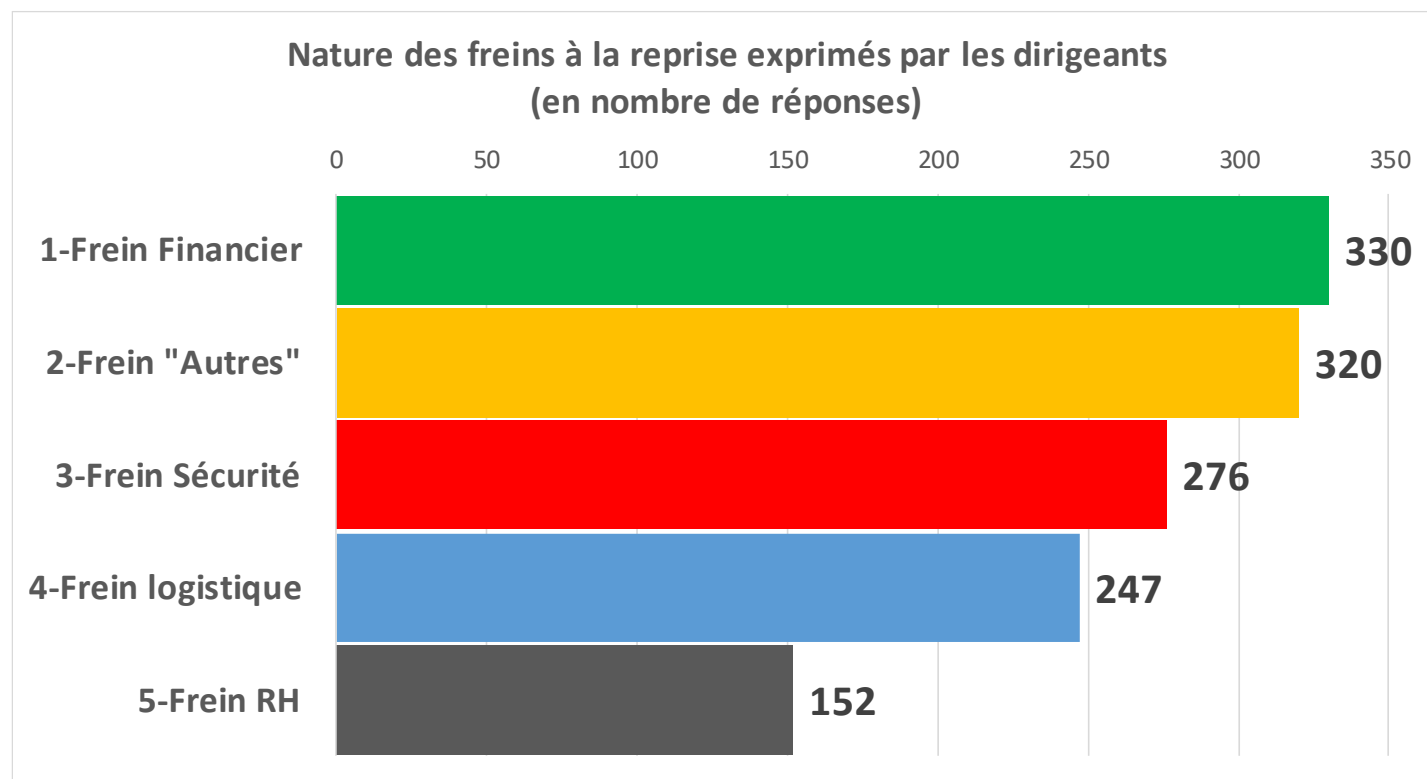
Les freins à la reprise

Le frein financier est celui qui est le plus fréquemment cité par les dirigeants lorsqu'ils évoquent la reprise d'activité

Les dirigeants ont été invités à exprimer les freins qu'ils ressentent pour redémarrer ou poursuivre leur activité. Différentes propositions ont été réparties en 5 catégories :

- Frein Financier
- Frein Sécurité
- Frein Logistique
- Frein RH
- Frein Autres

Elles sont classées ici selon le nombre de répondants pour chaque catégorie.



Les freins à la reprise

1 – Le frein financier

La trésorerie principale difficulté exprimée

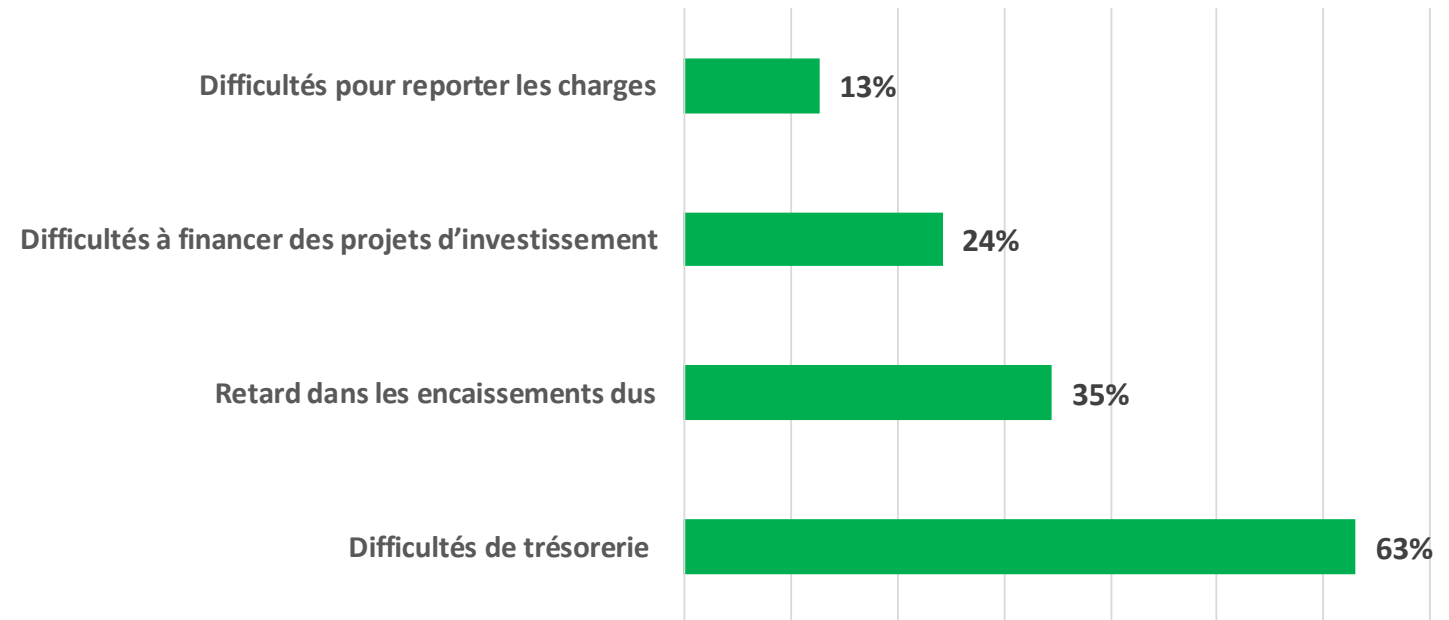
330 dirigeants ont évoqué un frein à la reprise d'ordre financier lors de l'enquête

Les difficultés liées à la situation de la trésorerie constituent un frein généralisé (63 % des dirigeants ayant répondu avoir un frein financier pour redémarrer ou poursuivre sa reprise.

L'impact du retard dans des encaissements dûs est significatif.

L'impact de la crise pénalise ou rend délicate le financement des projets d'investissements.

Nature des difficultés exprimées parmi les 330 dirigeants ayant évoqué un frein à la reprise d'ordre financier



Les freins à la reprise

2 – Le frein « Autres »

La situation et la dégradation de la demande intérieure inquiètent beaucoup

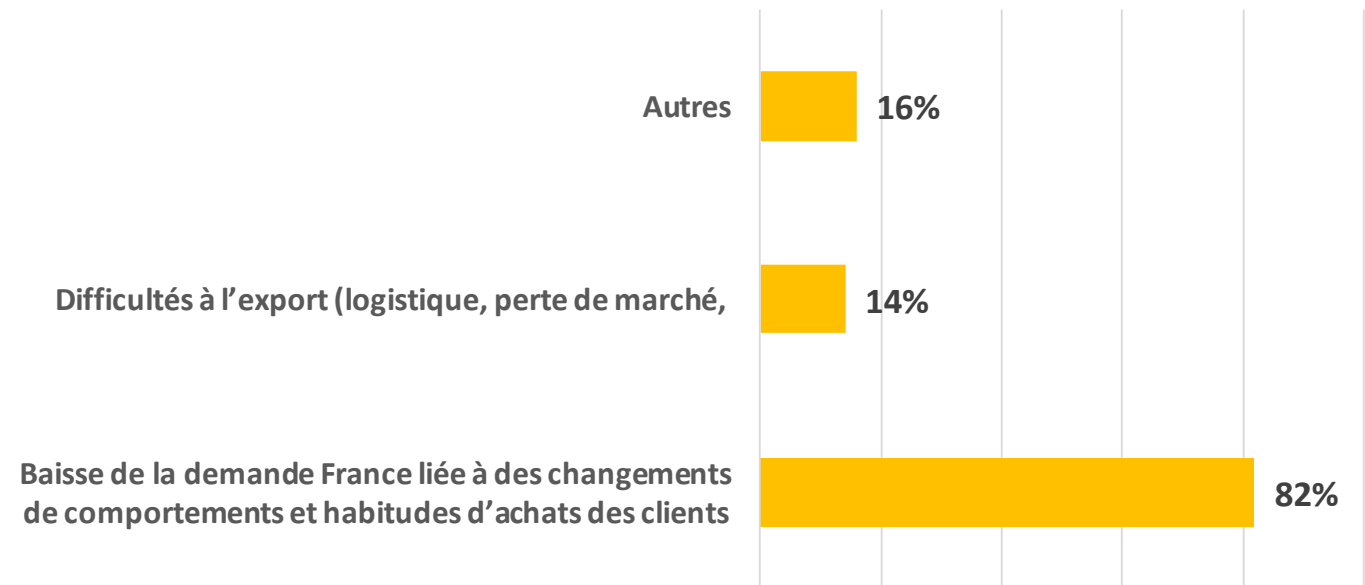
320 dirigeants ont évoqué un frein à la reprise d'ordre financier lors de l'enquête

L'impact de la crise sur la demande intérieure est un frein particulièrement exprimé par les dirigeants du panel.

Ces témoignages traduisent l'impact macro-économique et global de la crise liée au Covid 19 sur la reprise de l'activité économique.

On pressent aussi l'interrogation des dirigeants quant à l'évolution des comportements dans leurs pratiques de consommation.

Nature des difficultés exprimées parmi les 320 dirigeants ayant évoqué un frein "Autres" à la reprise d'activité



Les freins à la reprise

3 – Le frein Sécurité

Le manque d'équipements de protection et les incertitudes sur les consignes et règles d'hygiène à mettre en place pour les clients/visiteurs sont massivement cités comme freins à la reprise

272 dirigeants ont évoqué un frein à la reprise lié à la sécurité lors de l'enquête

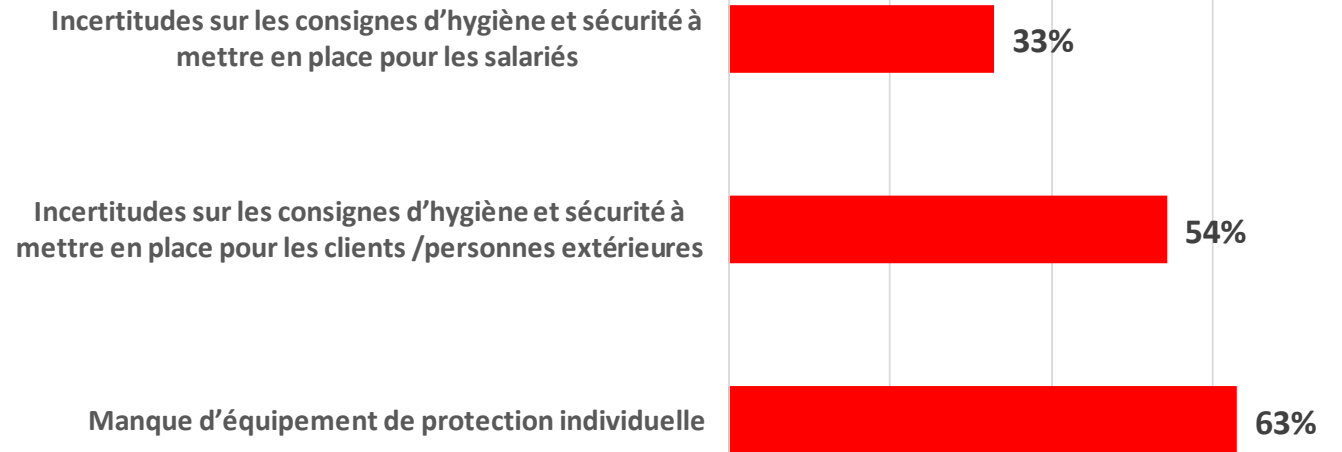
Le déficit d'équipement de protection individuelle est au moment de l'enquête un frein majeur à la reprise ou à la poursuite de l'activité. Ce manque d'équipements se retrouve quelque soit le secteur ou la taille de l'entreprise.

Au delà du manque d'équipements, il apparait de manière significative une demande d'informations des dirigeants sur les consignes d'hygiène et de sécurité pour les situations d'accueil de clients ou visiteurs plus que pour leurs salariés.

www.charente.cci.fr



Nature des difficultés exprimées parmi les 272 dirigeants ayant évoqué un frein lié à la sécurité



Source : CCI Charente,

Les freins à la reprise

4 – Le frein Logistique

2 dirigeants sur 3 ayant évoqué un frein à la reprise d'ordre logistique évoquent des problèmes d'approvisionnements avec leurs principaux fournisseurs

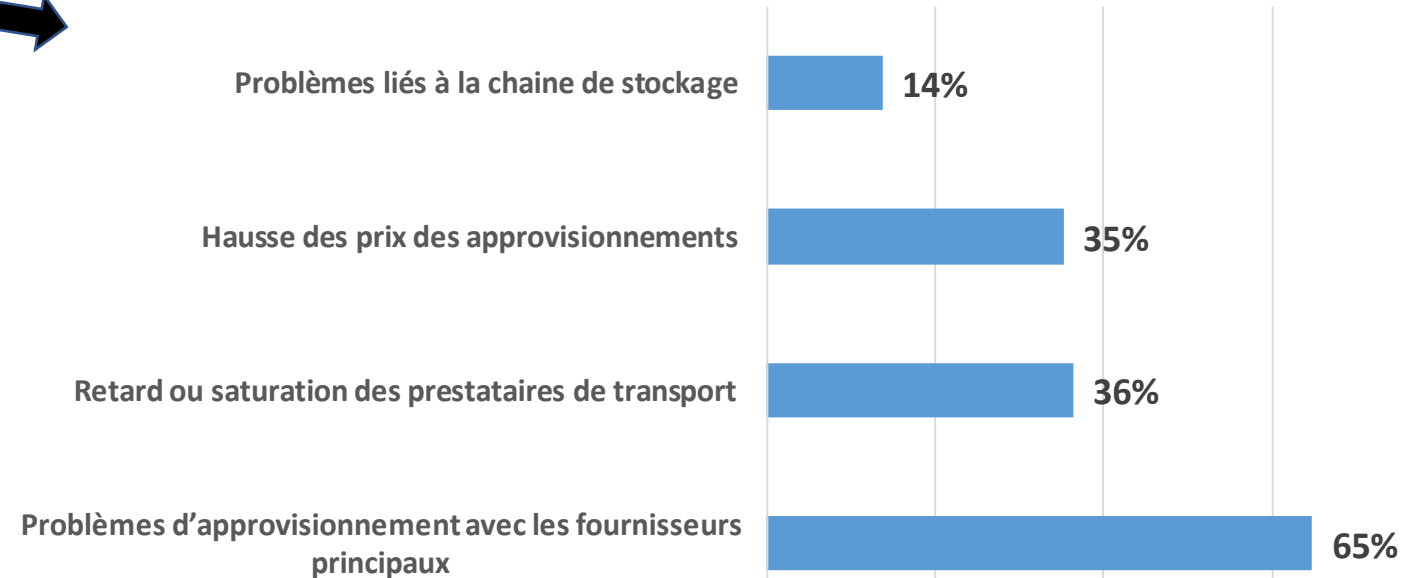
247 dirigeants ont évoqué un frein d'ordre logistique lors de l'enquête

Des ruptures dans la chaîne d'approvisionnement (problème d'approvisionnement avec les fournisseurs, retard ou saturation des prestataires de transport) pèsent sur la reprise/la poursuite de l'activité.

Les problèmes d'approvisionnement constituent la difficulté la plus citée parmi les freins de nature logistique.

Sur les marchés, la hausse des prix de certains approvisionnements rend délicat également la reprise pour un contingent significatif de dirigeants.

Nature des difficultés exprimées parmi les 247 dirigeants ayant évoqué un frein d'ordre logistique



Les freins à la reprise

5 – Le frein Ressources Humaines

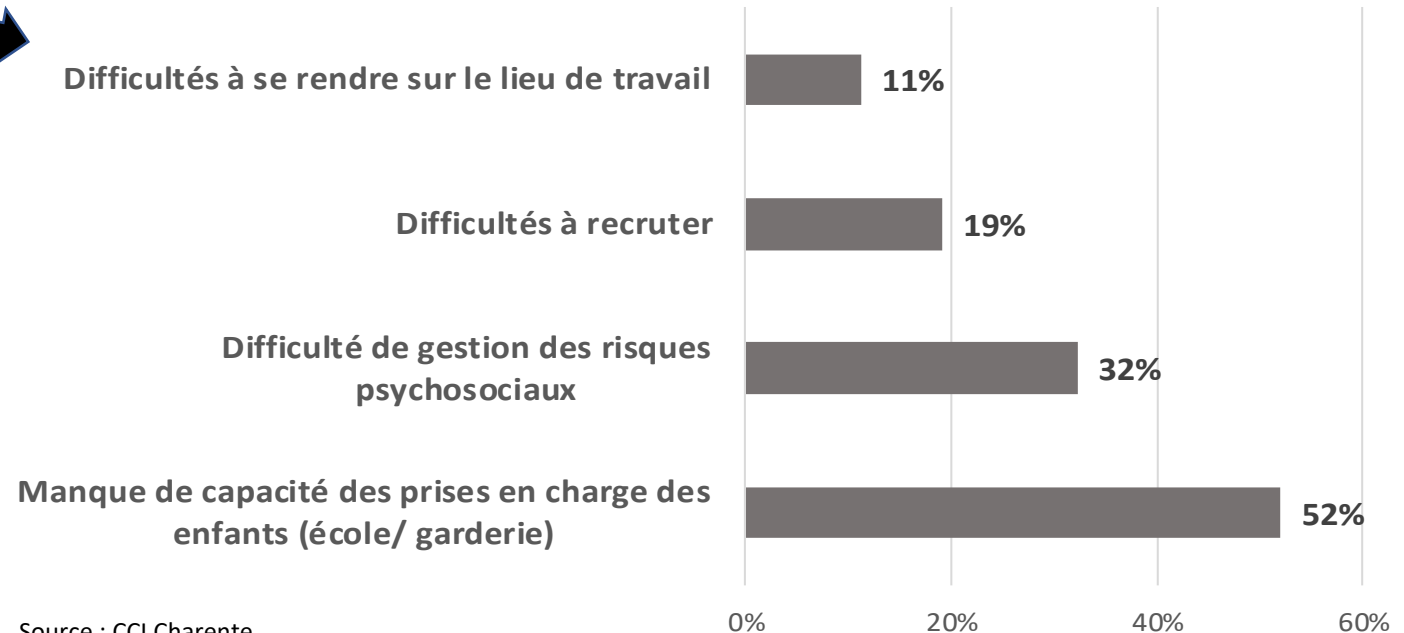
Le manque de capacité de prise en charge des enfants évoqué par 1 dirigeant sur 2 parmi ceux évoquant un frein RH à la reprise d'activité

152 dirigeants ont évoqué un frein lié aux Ressources Humaines lors de l'enquête

Le frein « RH » a globalement été moins cité par les dirigeants du panel comme frein à la reprise/poursuite d'activité.

On soulignera néanmoins, que pour la moitié des dirigeants ayant cité le frein RH comme frein à la reprise, la manque de capacité des prises en charge des enfants est « l'obstacle » principal en matière de Ressources Humaines, devant les difficultés liées à la gestion des risques psychologiques.

Nature des difficultés exprimées parmi les 320 dirigeants ayant évoqué un frein Ressources Humaines à la reprise d'activité



Source : CCI Charente,

Les besoins à court terme

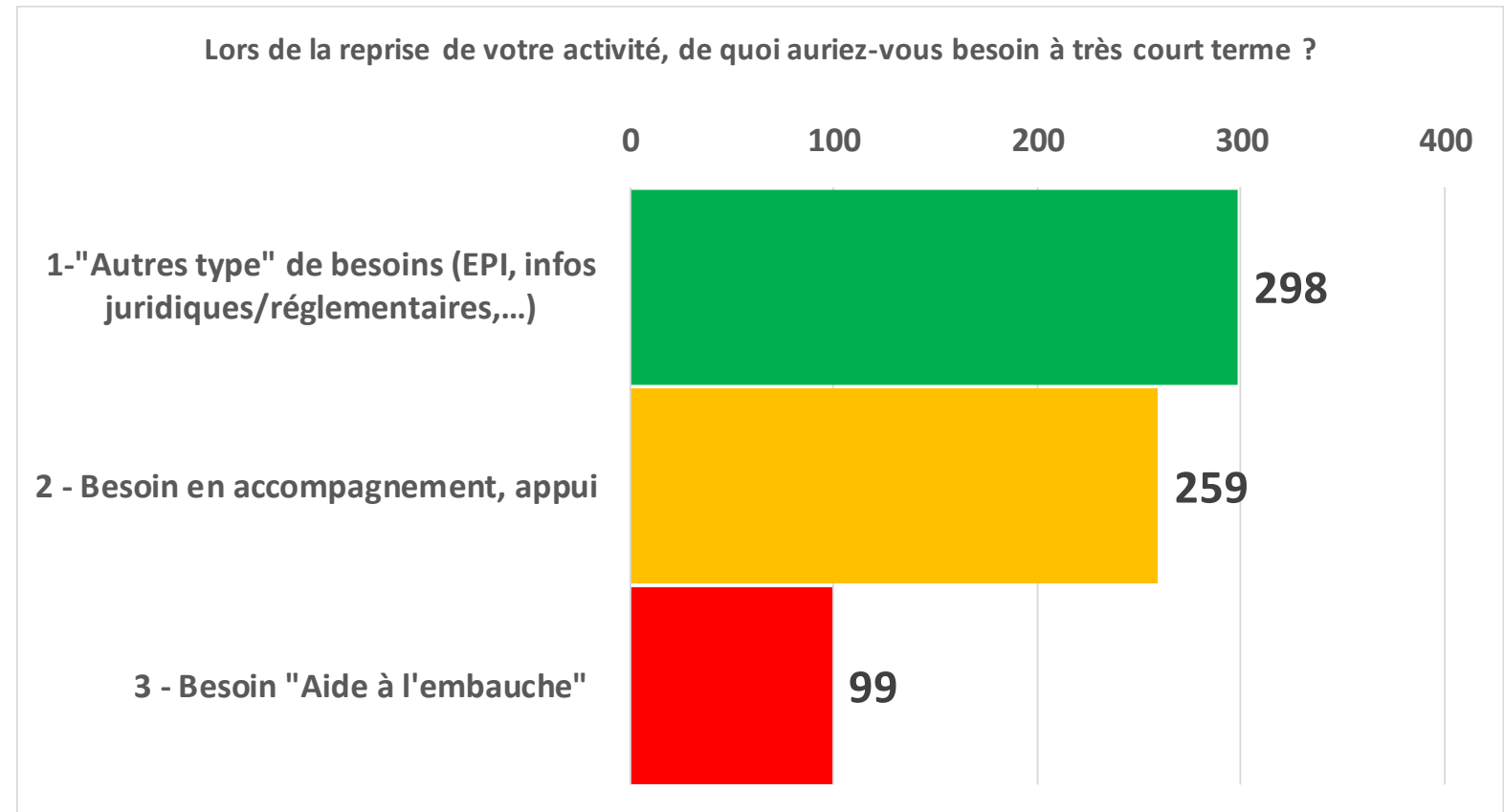
Le besoin en équipements de protection : besoin généralisé

Les dirigeants ont été invités à exprimer leurs besoins à court terme :

14 propositions de besoins leur ont été proposées. Elles sont réparties dans 3 catégories :

- . Besoins en termes d'accompagnement, de conseils, d'appui (financement, stratégie commerciale, transition numérique,...)
- . Besoins en termes « d'aide à l'embauche » (nouveaux salariés, apprentis, saisonniers),
- . Autres besoins (besoin en équipements, informations juridiques/réglementaires).

Très clairement, le besoin immédiat le plus cité par les dirigeants est l'obtention d'équipements de protection individuelle.

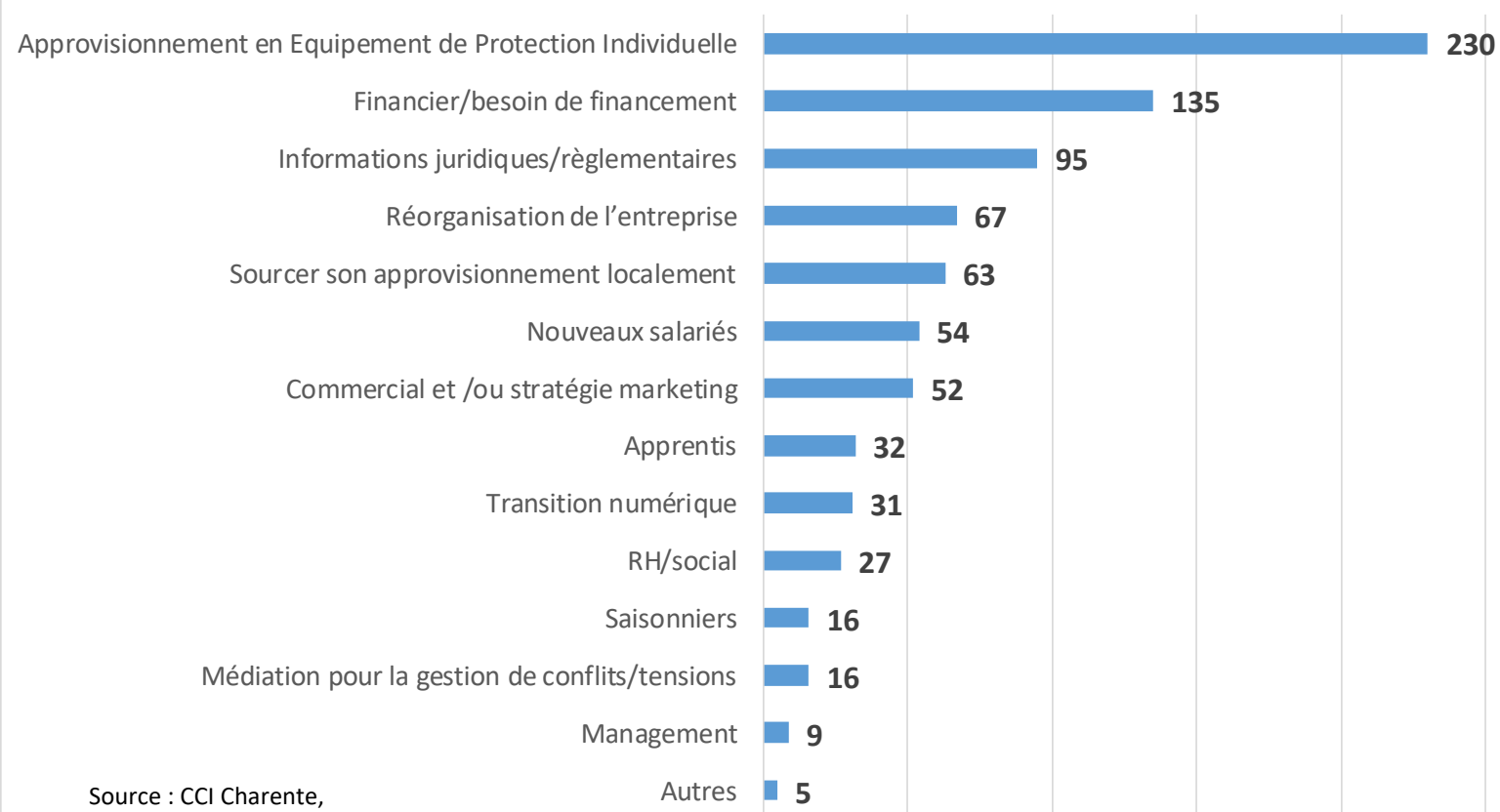


Source : CCI Charente,

Les besoins à court terme

Equipements de protection, conseils en matière de financement et besoin d'informations juridiques et réglementaires : les 3 besoins à court terme les plus cités par les dirigeants

Lors de la reprise de votre activité, de quoi auriez-vous besoin à très court terme ?



Source : CCI Charente,

La hiérarchie des besoins des dirigeants à court met en évidence qu'ils recherchent massivement des équipements de protection.

On retrouve les besoins en accompagnement, en conseils permanents des dirigeants (besoin en financement, la stratégie commerciale ou les RH).

Force est de constater que cette crise suscite de nouveaux besoins **matériels** tout d'abord comme les équipements de protection.

Elle fait apparaître d'autres besoins, certes connus, mais qui dans la situation prennent une dimension plus importante voire une réflexion à des changements plus durables :

- . Informations juridiques/réglementaires (rang 3)
- . Réorganisation de l'entreprise (rang 4),
- . Sourcer son approvisionnement local (rang 5)

Les besoins à court terme

1 – Les besoins « Autres »

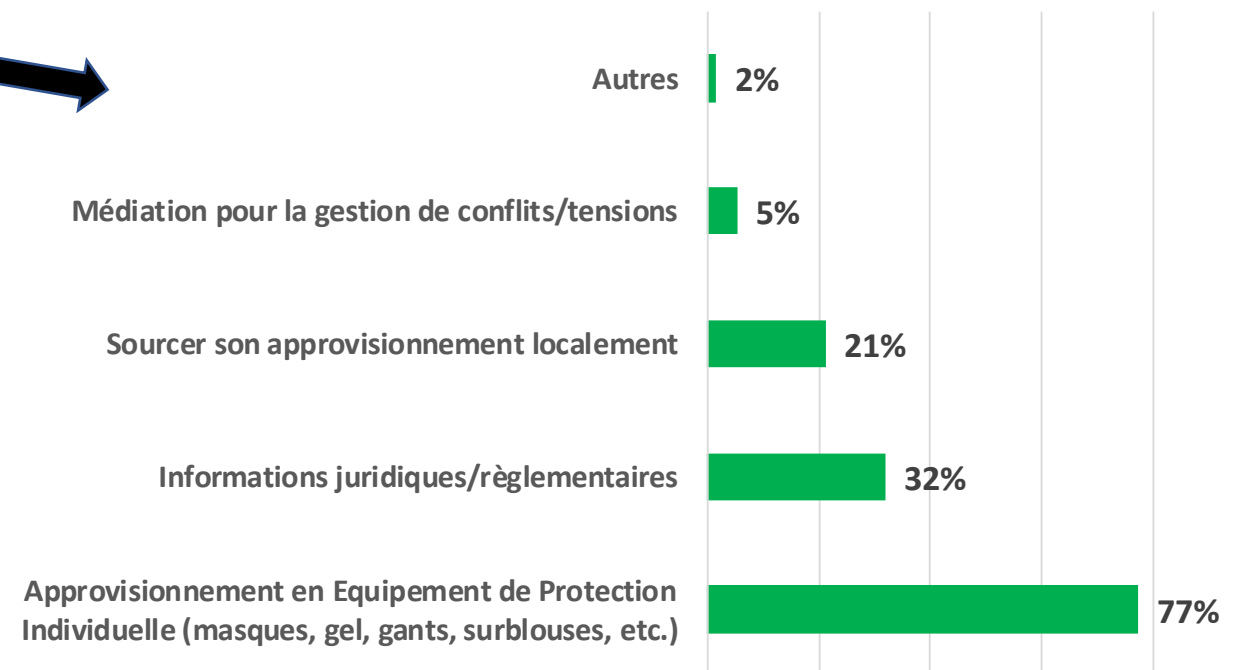
A court terme, les dirigeants recherchent des équipements de protection

298 dirigeants ont évoqué un besoin à court terme en équipements de protection, en sourcing d'approvisionnement locaux, infos juridiques/financières,...

En cohérence avec les conclusions exposées sur les freins à la reprise, on retrouve le besoin en Equipements de Protection massivement exprimé fréquemment.

On soulignera également que de nombreux dirigeants cherchent à sourcer leur approvisionnement localement, signe d'une révision de leur stratégie en matière d'approvisionnement.

Lors de la reprise de votre activité, de quoi auriez-vous besoin à très court terme ? ("Autres besoins")



Les besoins à court terme

2 – Les besoins en accompagnement

Accompagnements et conseils sur le volet financier mais aussi en matière de réorganisation de l'entreprise, besoins les plus attendus

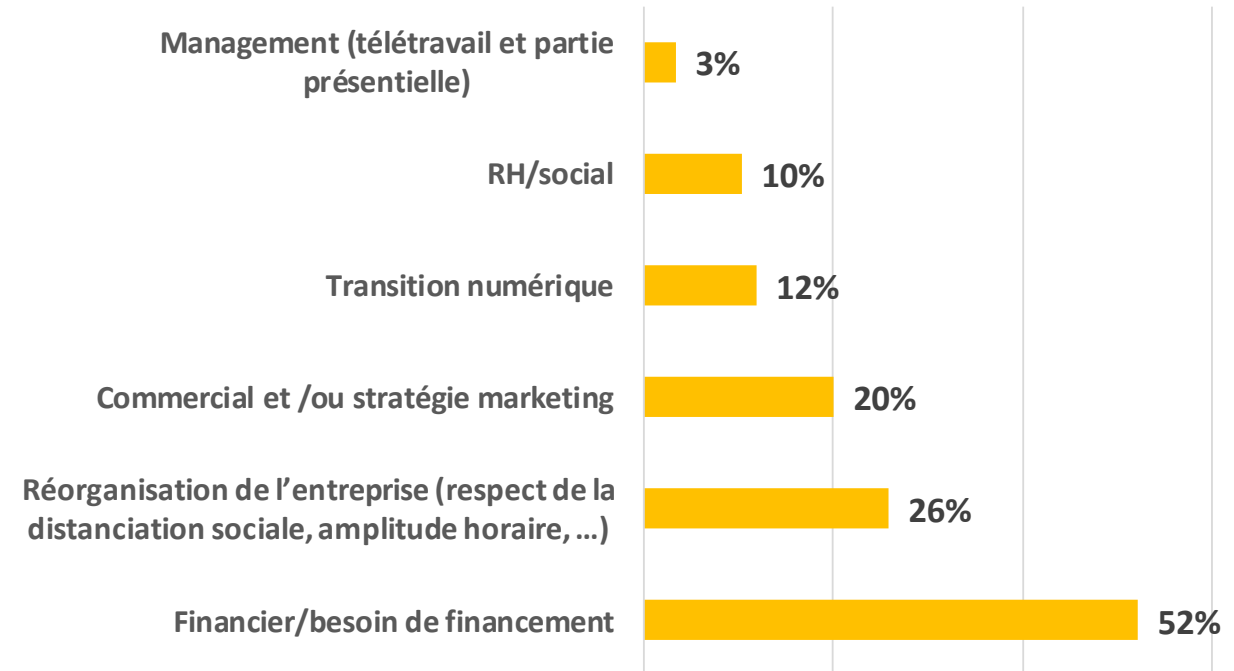
259 dirigeants ont évoqué un besoin à court terme en matière d'accompagnement, appui, conseils,...

Parmi les besoins en conseils, accompagnements exprimés par les dirigeants, le besoin de financement est celui qui est le plus fréquemment cité.

Les résultats de l'enquête laissent apparaître également un besoin de nombreux dirigeants qui souhaitent un accompagnement en matière de réorganisation de l'entreprise manifestement lié à cette situation (respect de la distanciation sociale, amplitude horaire,...)

Ils sont plus nombreux à exprimer ce besoin que celui en matière de stratégie marketing/commercial, besoin important et permanent des dirigeants.

Lors de la reprise de votre activité, de quoi auriez-vous besoin à très court terme ? (besoins en accompagnement, conseils)



Les besoins à court terme

3 – Les besoins « Aide à l'embauche »

Des besoins pour recruter de nouveaux salariés comme des apprentis

99 dirigeants ont évoqué un besoin en matière d'aide à l'embauche

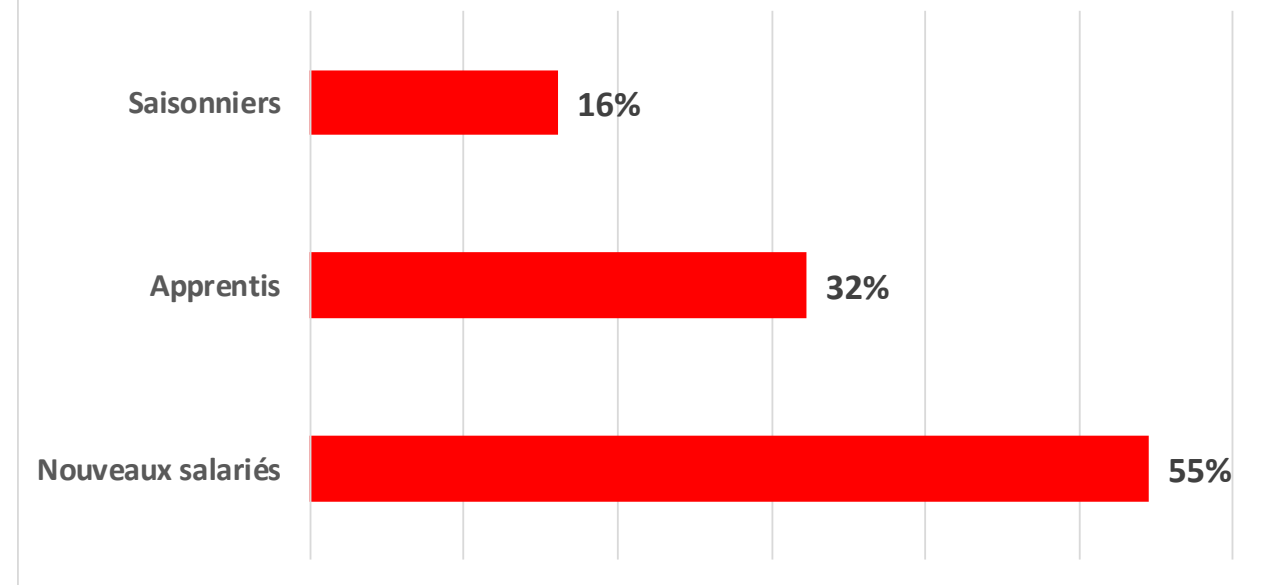
Près de 100 dirigeants du panel ont exprimé un besoin en matière « d'aide à l'embauche ».

Il s'agit principalement de besoin d'aide à l'embauche pour recruter de nouveaux salariés (55 %).

On observe également qu'une trentaine de dirigeants recherchent une aide pour recruter des apprentis, en particulier dans le secteur de l'Hôtellerie-Restaurant et ensuite dans les services liés au tourisme et l'industrie hors agro-alimentaire.

L'aide à l'embauche de saisonniers sur le département est plus mesurée.

Lors de la reprise de votre activité, de quoi auriez-vous besoin à très court terme ? (besoin Aide à l'embauche)



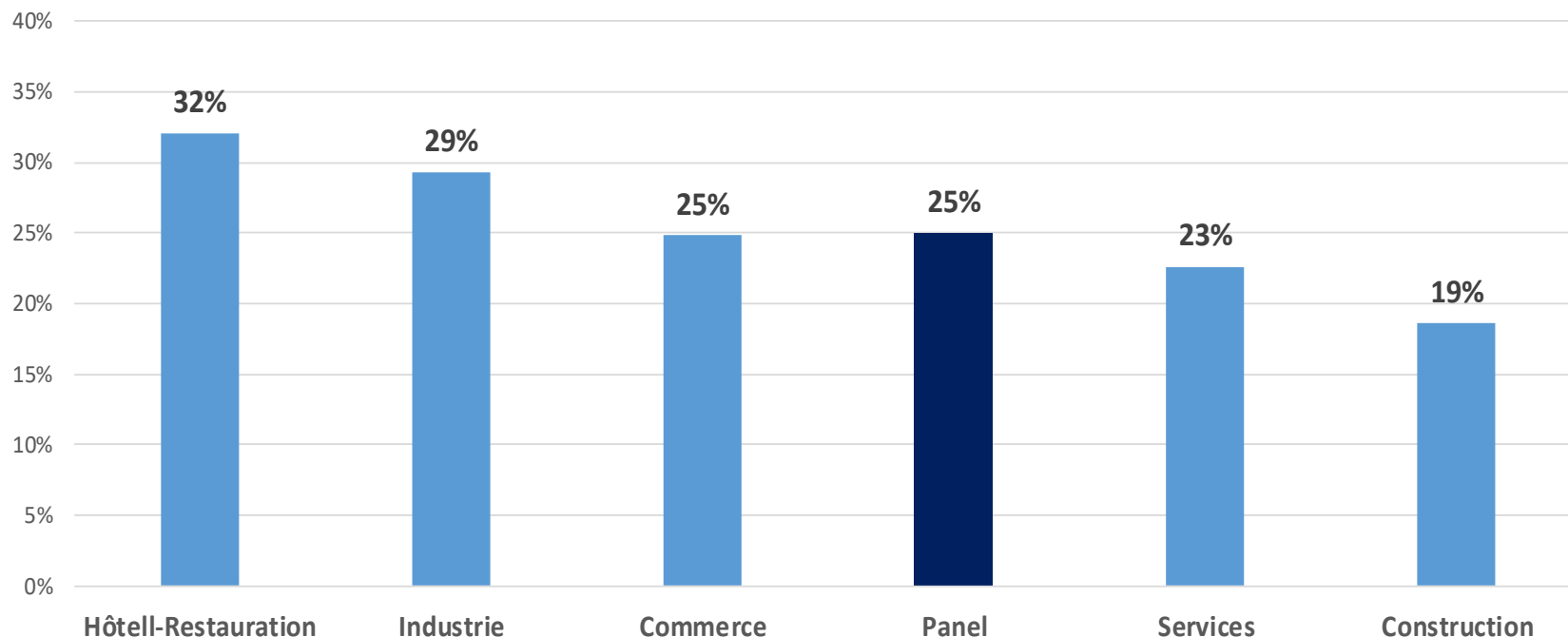
Source : CCI Charente,



Des dirigeants prêts à revoir leur stratégie d'approvisionnement

25 % des dirigeants du panel envisagent de relocaliser localement et durablement une partie de leur approvisionnement

Proportion de dirigeants qui envisagent de relocaliser localement et durablement une partie de leur approvisionnement ?



Un dirigeant sur 4 de ce panel déclare qu'il envisage de relocaliser durablement et localement une partie de son approvisionnement.

Cette intention tend à être partagée par les dirigeants des différents secteurs d'activité.

Néanmoins, cette réflexion semble plus fréquente pour les dirigeants du secteur hôtellerie-restauration (32 %) l'industrie (29 %), et les services aux entreprises (31 %).

Les difficultés manifestes en termes d'approvisionnement auprès de fournisseurs, parfois éloignés, incitent les dirigeants à vouloir davantage les maîtriser et revoir une stratégie visant à davantage s'approvisionner localement et durablement.

Crise covid 19

Impact de l'épidémie du Covid 19 dans les entreprises charentaises

Les conseillers CCI à votre disposition :

crisecovid19@charente.cci.fr

Les principales mesures, les documents utiles :

<https://www.charente.cci.fr/actualite/covid-19-aides-aux-entreprises-2>

Réussir sa reprise :

<https://www.charente.cci.fr/actualite/deconfinement-reussir-sa-reprise-d-activite>

Besoins en équipements de protections individuelles

(référencement d'offres locales, régionales, nationales). Liste non exhaustive

<https://www.charente.cci.fr/actualite/covid-19-vente-de-protections-sanitaires>

L'enquête sur l'impact de l'épidémie du Covid19 sur les entreprises :

fcharpentier@charente.cci.fr